

# REGARD CRITIQUE

Le journal du comité de la CUAE

Automne 2014 n° 45

## ÉDITO

L'automne s'annonce froid. Les longues journées à la bibliothèque vous font déjà tartir? Regard Critique vous a concocté un numéro spécial de la rentrée à couper le souffle. On ouvre la danse avec un article sur les stages trop souvent peu ou pas rémunérés mais qui font désormais partie du quotidien de pas mal d'entre nous.

Ensuite, un adieu touchant consacré à l'homme fort de l'Unige, notre recteur sortant Jean-Do Vassalli. Un texte quelque peu nostalgique qui vous permettra de revivre les moments émouvants de sa carrière dans l'*alma mater*.

Le comité de la CUAE crie comme Cassandra depuis quelques années sur le fait que les augmentations des taxes d'études sont en train de gagner toute la Suisse. Et voici que pendant l'été une augmentation des frais de scolarité tombe à l'IHEID. Mais l'Institut n'est pas seul : des taxes d'étude record à la Haute École de Santé ont aussi été dénoncées au printemps passé. Pour en savoir plus, lisez les deux articles consacrés à ces malheureuses actualités.

Comme l'esprit critique ne prend jamais de vacances, pendant un voyage à Rome nous avons interviewé deux étudiantes du *Lucernario occupato*, un de ces espaces autogérés qui se multiplient dans les universités d'Europe.

Enfin, on le sait, il était question de combattre la grisaille de la rentrée, voici donc un magnifique mots-mêlés au sujet de l'inoubliable scission SES, ce qui ne manquera pas de vous réjouir même pendant le cours le plus rébarbatif.

À plus et n'oubliez pas de mettre la lutte dans votre plan d'études!

Le comité de la CUAE

\* Les termes au féminin s'entendent, bien sûr, aussi au masculin.

## SOMMAIRE

- Stage hier, chômage aujourd'hui (p.2)
- La fin d'un règne - Jean-Do, mon recteur, mon poto(p.3)
- À qui profite l'idéal de l'étudiante pauvre ? (p.4)
- 16'182 CHF de taxes d'écolage ? Non mais allô quoi ! (p.5)
- Interview au *Lucernario Occupato* de Rome (pp. 6-7)
- Mots-croisés « La scission »



# Stage hier, chômage aujourd'hui

Qui sont les stagiaires ? Jeune ou moins jeune, précaire ou non, sans formation ou avec un diplôme obtenu de haute lutte.

L'actualité éclaire les stagiaires depuis que le groupe des socialistes genevoises a proposé un projet de loi visant la protection des stagiaires au Grand Conseil. Le projet de loi consiste à modifier la loi sur l'inspection et les relations du travail (LIRT) en introduisant un article qui donne à l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), le devoir « de contrôler que les employeurs fournissent à leurs stagiaires une rémunération et une formation adéquates ». Ironie du sort, ce sont ces mêmes socialistes qui augmentent les taxes d'études pour les étudiantes (HES, EPF). Nous ne sommes pas tant intéressées par ce projet de loi ni par ces promesses électoralistes, car comme chacune le sait les promesses n'engagent que celles qui y croient, mais plutôt par le recours de plus en plus systématique aux stagiaires, qui, précarisées, servent de bouche-trous à la société productiviste.

En effet, la justification courante de l'emploi de stagiaires consiste à rabâcher une sempiternelle rhétorique du « tout se paie », même l'expérience. C'est le concept utilisateur-payeur utilisé ici dans le but de montrer que c'est la stagiaire qui doit acheter de l'expérience pour intégrer le monde salarié « stable » et en contrepartie, elle est peu ou pas payée. Un exemple saisissant de cette situation inacceptable est celle des *internships* de la Genève internationale. Ce sont des stages proposés par l'ONU & co qui exploitent les jeunes diplômées en leur demandant de venir travailler à Genève sans rémunération ni indemnités quelconques. Ainsi, les stagiaires doivent économiser pour pouvoir venir travailler dans ces organisations. De plus on observe depuis quelques temps une tendance à

la hausse du nombre de stages mais aussi de leur durée. Selon les hautes instances de l'OCIRT, plus de 70% des stagiaires seraient embauchées avec des rémunérations faibles ou inexistantes

Le monde à l'envers, diraient nos aïeules.

Mais que fait l'Université ? Tous les printemps, elle offre à ces mêmes entreprises, qui usent et abusent des stagiaires, des stands où des stages de rêves sont proposés. On retrouve dans notre *alma mater*, pêle-mêle, des institutions internationales représentant l'accumulation des *internships* sans perspectives, des boîtes privées néo-coloniales et d'autres cochonneries en tout genre. Il y a quelques années, des étudiantes déversaient du purin sur ces stands tout aussi puants. Aujourd'hui, l'organisation de cet affreux événement ne serait pas possible sans la participation enjouée d'étudiantes qui, rémunérées par l'université, deviennent des jolis pions dans ce grand jeu d'échec dont le Roi n'est autre que le rectorat. C'est donc le rêve d'un emploi pérenne et enthousiasmant qui est vendu par le service d'Uni-Emploi. Ce même service de l'uni propose sur son site des offres de stages non rémunérés et se fait ainsi la marionnette des nantis de ce monde. Il est toutefois curieux de remarquer que certaines associations d'étudiantes ont décidé de rentrer dans ce beau jeu. Malheureusement, à part ajouter une ligne sur le CV et apprendre à être utilisées par ceux-là même qui ne leur fourniront jamais de stabilité salariale, on peut se dire que le jeu n'en vaut pas la chandelle.

À bon entendeur, Salut !

Rendre tout plus facile !

Special edition CUAÉ

## Les stages gratuits

POUR  
**LES NULS**

Lorsque tu travailles gratuitement :

- Tu donnes l'impression que ton travail ne vaut rien
- Tu donnes l'impression que toi-même tu ne vaut rien
- Tu donnes l'impression que ceux qui demandent à être payés pour le même travail sont évidemment des voleurs
- Si aujourd'hui tu travailles gratuitement, bientôt tu devras payer pour avoir le "privilège" de travailler

Plutôt que de travailler gratos, utilise ce temps là pour apprendre autre chose ou t'amuser

Tu seras mieux préparé et plus en forme la prochaine fois qu'on t'offrira un travail rémunéré



# La fin d'un règne...

## Jean-Do, mon recteur, mon poto

*La fin du mandat de notre recteur approche, hommage à un homme de caractère.*

Ton mandat se termine et l'université te pleure, son recteur, son homme fort, l'homme providentiel qui a redressé l'*alma mater* de ton catastrophique prédécesseur. Nous avons donc pensé écrire une petite hagiographie à ton égard, toi qui nous diriges depuis maintenant sept ans.

Ton mandat fut long et toi, depuis ta tour d'ivoire, tu as pris à bras le corps les problèmes de l'uni, depuis la guerre civile du statut à une autre plus récente à l'intérieur des sciences économiques et sociales. Revenons maintenant sur la première épreuve à laquelle tu as dû faire face suite à la réforme de la loi sur l'uni, la rédaction du statut. Tu ne t'es pas défilé et tu as affronté le personnel de l'uni et la CUAÉ, bataille épique, mais malheureusement tu as perdu, l'assemblée de l'université s'en est emparé et toi tu n'as pu que constater ton impuissance. Tu t'es sans doute demandé pourquoi les étudiantes étaient si tenaces, c'était sans te rendre compte qu'elles seraient toujours présentes pour te poser des questions pénibles auxquelles tu dois répondre.

Malgré tes efforts et ceux de ton équipe, nous n'avons pas pu laisser passer l'invitation que tu as faite aux flics de l'OCP (Office cantonal de la population) de venir contrôler et vérifier les papiers des étudiantes lors des immatriculations. Nous avons donc fait cette petite fête dans ton bureau, tu te souviens, et dos au mur, tu as fait machine arrière et l'uni est redevenue, ce que tu dis être, un havre de paix pour les étudiantes étrangères.

Décidément, notre relation est très agitée, tu te fâches car nous t'avons déçu, quand des étudiantes ont occupé un auditoire d'un prof de droit, tu n'avais pas vu venir cet automne chaud. Pourtant les prémices étaient là,

le mouvement *Education is not for sale* se répandait comme une trainée de poudre sur tout le continent. Les étudiantes contestaient l'augmentation des taxes, la réforme de Bologne et la marchandisation des études. Malgré ton immense déception, tu as accordé magnanimement un espace aux étudiantes dénommé Nadir. Malgré tout, mon cher Jean-Do, inviter Barroso pour un doctorat honoris causa, c'est vouloir gâcher notre belle amitié, tu le sais que ton envie de pavoiser devant un grand de ce monde nous agace. Comment peux tu être surpris de notre mécontentement ?

Ton mandat se poursuit, et fort d'un bilan des plus remarquables, tu es reconduit, faute de challenger. Ce second mandat s'annonce passionnant, tu pars sur les chapeaux de roue, la lutte des classes enflamme l'université, la réorganisation interne bat son plein. Le personnel est trimballé d'un point à l'autre des bâtiments, des dysfonctionnements sont mis à jour dans l'attribution – ou plutôt la non-attribution – des bourses du BUIS. Ce sont les bibliothécaires qui dégainent en premier, grève à cause des suppressions d'effectifs et de transbordements des bibliothèques. Panique à bord du bateau Le Vassalli, une commission est vite créée, pourvu que l'image de notre uni ne soit pas écornée. Finalement l'incendie se calme mais les problèmes persistent.

Cher Jean-Do, ce combat contre les bibliothécaires te fatigue, et puis l'université a besoin d'argent, ton homologue zurichois lèche les pieds d'UBS, toi, non, tu restes digne. Nous sommes fières de toi cher ami, mais le bâtiment des Bastions part à vau-l'eau, pas un

kopeck que tu dis. Et les lettreuses ? Plus de sous, on a tout mis dans Biotech, tu nous réponds. Ton choix est certes trendy mais nous laisse perplexe. La der des der comme on disait, la guerre civile frappe à son tour l'ogre SES, le tout puissant doyen Morard élimine les étudiantes à tour de bras grâce à des règlements ignobles. Heureusement nous attirons ton attention, cher Jean-Do, des dizaines d'oppositions sont envoyées. Qui plus est, la frange radicale des managers trouve la faculté trop humaniste et sociale, il faut rentabiliser et valoriser le produit HEC. Sitôt dit, sitôt fait. Le lobbying économiste se met en place et la scission est prononcée par le héros Jean-Do. Seul problème mais de taille, nommer une doyenne pour gérer ces affreux boursicoteurs, faisant fi des souvenirs de début de mandat, tu décides autoritairement de nommer Maria-Pia Victoria-Feser, qui avait réussi l'exploit de se faire détester dans ce nouvel ensemble. Félicitations mon cher ami, tu nous as trahi.

On se dit bien que ton mandat se termine, tu es moins frais, moins pimpant mais que dalle, tu repars pour une nouvelle rentrée alors, sûrement, nous aurons d'autres bêtises à nous raconter pour la prochaine année.

Jean-Do, mon recteur, mon poto, tu vas nous manquer, mais préviens ton successeur, nous espérons bien qu'il nous fera, lui aussi, rigoler.



# Les taxes d'études augmentent à l'IHEID

« Des étudiants s'étonnement parfois de nos 5'000 francs [de taxes d'études] : ils nous trouvent trop bon marché pour être de bonne qualité » (Philippe Burrin – Tribune de Genève du 4/09/2014)

En grande pompe sur une pleine page de la Tribune de Genève, le père-patron de l'IHEID (Institut des hautes études internationales et du développement), Philippe Burrin, annonce que les taxes d'études de son établissement vont augmenter. Cela est dit en passant entre une flatterie sur l'excellente gestion de l'institut et un panégyrique sur les pétales de la maison de la paix. Comme à chaque fois lors de ces dernières années où les études se font de plus en plus chères, il y en a pour tout le monde, mais nos collègues venant de l'étranger sont particulièrement visés. Pour les étudiantes genevoises, les taxes passeront de 3'000 à 5'000 CHF par année alors que les étudiantes venant d'ailleurs devront s'acquitter de 8'000 CHF par année au lieu des 5'000 actuels. Ces augmentations font officiellement de l'IHEID l'université la plus chère de Suisse<sup>1</sup>.

Bien évidemment, ni les étudiantes ni les profs n'ont été consultés, la décision s'est prise en huit clos au sein du tout puissant conseil de fondation. Aujourd'hui, M. Burrin a compris que « démocratie interne » signifie que l'image de l'institut compte bien plus que la participation. Ainsi, d'abord on prend les décisions, ensuite on convoque la presse et enfin on communique la décision aux premières concernées, tout en précisant que de toute façon elles n'ont pas leur mot à dire là-dessus.

Cette énième augmentation des taxes à l'IHEID est un cas d'école sur les effets de la réforme de Bologne. L'autonomie des différentes universités se traduit dans un style de direction (de gouvernance pour utiliser la nouvelle langue des gestionnaires de la culture) fort

opaque dans lequel la participation n'est même plus une jolie fanfreluche mais un lest dont il faut se débarrasser sans trop de regrets. Ainsi, le (di)recteur devient un PDG, le conseil de fondation devient un conseil des actionnaires, la démocratie interne se transforme en gouvernance et... les étudiantes ? En clientes bien évidemment !

Cela démontre aussi à quel point on nous ment lorsque on nous voudrait faire croire que l'entrée des financements privés dans les universités va se répercuter positivement sur les étudiantes. C'est tout le contraire qui se passe ! En moins de 10 ans les taxes d'études de l'IHEID ont quintuplé et cela n'est pas prêt de s'arrêter car, comme le démontre la citation de M. Burrin en ouverture de l'article - dont on ne

manquera pas d'apprécier la rigueur académique-, ce qui ne se paye pas beaucoup ne vaut rien.

La direction de l'Institut essaye de faire passer la pilule en disant que l'augmentation des taxes servira à payer plus de bourses. Avec une main on enlève, avec l'autre on donne. Un vieil argument fallacieux<sup>2</sup> qui a été régulièrement mis en avant pendant ces dernières années pendant les augmentations de taxes à Berne, Zurich ou Bâle sans que pour autant, le nombre de bénéficiaires ou le montant des bourses n'augmentent d'un centime.

1. Pour une vision d'ensemble sur les taxes d'étude dans les universités Suisses, voir RC n° 41 « Première mi-temps »
2. A ce sujet, voir RC n° 43 « Egalité des chances et bourses d'études à Genève »



# 16'182 CHF de taxes d'écolage ? Non mais allô quoi !

Et oui, vous avez bien lu ! 16'182 CHF c'est le montant que les étudiantes doivent payer pour entrer en première année de la Haute école de santé (HEDS) de Genève. Enfin, pour être plus précis cela ne concerne que les étudiantes étrangères, non contribuable genevoises, euh... enfin celles qui n'habitent pas à Genève, euh... mais en fait personne n'en sait rien.... Et après plusieurs coups de fil à l'administration de la HEDS, Regard critique a découvert que les décisions se prennent par la Direction générale, c'est à dire par François Abbé-Decarroux. Tout cela, bien sûr, dans une opacité totale et sans aucun règlement sur lequel s'appuyer. Comme mesure pour éloigner les étrangères, ça a le mérite d'être radical.

Le canton de Genève n'est pas une exception. En effet, dans la plupart des filières de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)<sup>1</sup> et dans l'ensemble des cantons signataires, les étudiantes étrangères sont soumises à ce même traitement, c'est-à-dire qu'elles paient des taxes très élevées. Quant aux résidentes du canton, elles

s'acquittent en général de la taxe de 500 CHF par semestre.

Le comité de la CUAE, en collaboration avec des étudiantes des HES, avait lancé au printemps dernier un appel à témoignage pour se rendre compte de l'ampleur du problème. De nombreuses étudiantes avaient répondu à cet appel, et aujourd'hui des procédures judiciaires sont en cours, en raison du manque de base légale qui appuie de telles décisions<sup>2</sup>.

Comme vous avez certainement pu le lire dans la presse de cette rentrée, le canton veut que l'accès à l'éducation tertiaire soit réduit. Et, en bonnes élèves, les différentes autorités ont bien commencé le travail ces derniers mois : durcissement des règlements dans les collèges, taux d'échec historique au IUFÉ (Institut universitaire de formation des enseignants), augmentation des taxes à l'IHEID (Institut de haute études internationales et du développement) en particulier pour les étrangères, et ces énormes taxes pour la première année dans la plupart des HES.

Mais ne nous sentons pas abandonnées ! La conseillère d'État en charge du Département de l'instruction publique (DIP), Anne Emery-Torracinta l'a déjà annoncé devant l'assemblée de l'université au printemps dernier : à l'université de Genève les taxes vont aussi augmenter pour tout le monde, et de façon plus importante pour les étrangères, car c'est, selon elle, inévitable.

Regard critique pense au contraire que ce n'est pas inévitable et qu'il est important que les étudiantes des différentes écoles du canton et de Suisse se solidarisent pour montrer leur désaccord avec des politiques discriminantes envers des étudiantes avec peu de revenu et qui viennent de l'étranger.

1. Précisons que la HEDS fait partie de la HES-SO. Cette énorme structure, reliant les cantons de Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud et Genève est d'une telle complexité, que les conseillères d'État en charge des organes décisionnels elles-mêmes, de leurs propres aveux, ne savent pas comment se prennent les décisions.
2. A ce sujet voir aussi l'article « Des taxes d'études à 16'182 CHF à la Haute école de santé » sur [cuae.ch](http://cuae.ch)

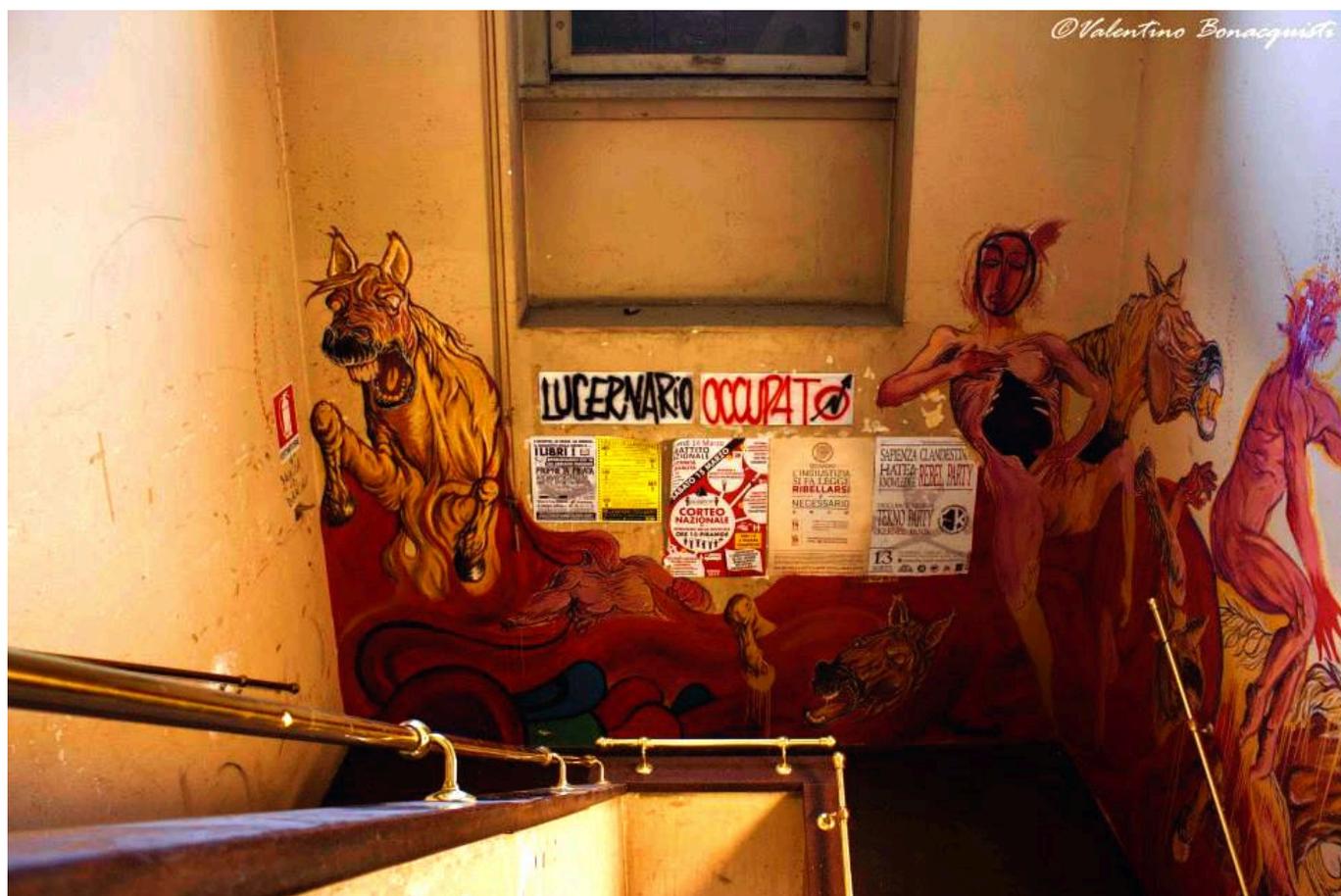


## LES COLLEGIENNES EN MOUVEMENT

À la rentrée, le Département de l'instruction publique a accueilli les collégiennes avec un durcissement du règlement du post-obligatoire qui limite les possibilités de redoublement et de dérogations. Objectif à peine déguisé : limiter l'accès au collège et pousser les jeunes vers des formations professionnalisantes.

Sous la bannière de l'AJE (Association des Jeunes Engagés), les collégiennes ont organisé un rassemblement pour protester « contre une école élitiste ». Une mobilisation qui a déjà porté ses premiers fruits. Le DIP a en effet fait machine arrière et les 2ème et 3ème année pourront encore redoubler deux fois.

# Interview au Lucernario Occupato de Rome



*Regard Critique, en vacances à Rome, est allé à la rencontre des étudiantes de l'Université La Sapienza. Cette année, il y a un nouvel espace qui a vu le jour au sein de la Cité universitaire, le Lucernario Occupato. Nous avons parlé de cette expérience avec deux des occupantes, Bianca (étudiante en Droit) et Francesco (étudiant en Ingénierie).*

**Qu'est-ce que le « Lucernario occupato »?**

F. Le Lucernario est un espace de l'université qui était vide depuis plusieurs années et qui a été occupé le 14 octobre 2013 par un collectif d'étudiantes. Le 12 décembre, un rassemblement a eu lieu contre la présence à l'université du Président de la république et du premier ministre au sein de l'université. Ce rassemblement a assez mal tourné car il y a eu des charges de la police contre les étudiantes. Et à cette occasion, nous

avons constaté que le parcours du Lucernario avait porté ses fruits. En effet, après les charges, plus d'une centaine de personnes se sont spontanément rendues au Lucernario pour parler de ce qui s'était passé. À ce moment là ce lieu était déjà devenu un point de repère pour celles qui avaient envie de changer l'université. Ce lieu parlait aussi à plein de gens qui étaient en dehors des dynamiques militantes. Aujourd'hui, plein de monde vient au Lucernario, pour étudier, pour le plaisir d'être là et de filer un coup de main pour le nettoyage. Lundi passé (23 juin NdR), la police nous a évacuées. Nous avons alors fait une assemblée de 150 personnes et nous avons réoccupé l'espace juste après.

En général, nous avons choisi d'être le plus ouvert et le plus large possible et d'aborder les sujets dont les étudiantes ont vraiment envie de parler.

**Le Lucernario répond donc à un besoin des étudiantes en général. Avez-vous eu un bon retour ?**

F. On peut maintenant affirmer que l'intuition était bonne. Après les grands mouvements étudiants de 2010 et de 2011, il y a eu deux ans pendant lesquels il a été extrêmement difficile de porter des mobilisations estudiantines. Il y a eu une sorte de repli à l'intérieur des collectifs de faculté ou de département. Puis on s'est dit qu'un bon angle d'attaque pour essayer de problématiser les conditions des étudiantes était celui des espaces. Car il manque des espaces à l'université, qu'ils soient libres ou même simplement accessibles jour et nuit. On s'est dit que notre priorité était de répondre à ces besoins. On avait déjà travaillé sur la question des besoins des étudiantes et des jeunes en général en occupant un immeuble vide pour en faire un foyer étudiant pour les universitaires en manque de logement.

Partir des besoins permet aussi de faire participer des étudiantes qui ne sont pas des militantes, qui ne s'intéressent pas à la politique et qui, pourtant, ont pris à coeur l'existence d'un espace autogéré.

**Mais en répondant à des besoins, ne risque-t-on pas simplement de renforcer le fonctionnement de l'université « telle qu'elle existe » aujourd'hui et de pallier aux manques de l'institution universitaire ?**

B. À mon sens, la question centrale est la valeur que nous donnons à cette expérience. L'occupation d'espaces n'est qu'un outil. En ce moment, il nous semble simplement que c'est un terrain fertile. Ce qui définit ces espaces des étudiantes, c'est aussi la manière dont ils sont gérés. Le Lucernario est complètement autogéré, et il s'agit d'une autogestion qui ne passe pas seulement par le petit groupe qui l'a ouvert. C'est, par exemple, une gestion de ce type qui permet d'envisager l'université aussi comme lieu de conflit.

**Donc le Lucernario est aussi un espace politique...?**

B. Oui, disons qu'une chose fondamentale dans ce cas a été de casser la dynamique cliente-pourvoyeuse de services. Cet espace, nous l'avons ouvert et mis à disposition pour celles qui voulaient s'y investir. Il est possible que la première fois qu'on y rentre, on reste la bouche bée devant le fait que, si on veut y étudier, il faut déplacer des chaises, ouvrir des tables, etc. Puis on commence à s'intéresser aux assemblées de gestion du lieu, et puis on vient aux manif., enfin... ça marche!

F. Cela peut aller très vite de devenir un simple service, même lorsqu'on occupe des espaces. La question est aussi de savoir comment on remplit ces espaces de contenu, notamment à travers des initiatives portant sur des conflits et des contradictions qui existent au sein de la société (sur les migrantes, sur la lutte pour un logement décent, etc.). C'est là, l'écart. C'est un défi compliqué de ne pas devenir seulement un service. Il faut donc toujours maintenir une tension entre « lieu de lutte » et « lieu de service ». C'est quelque chose qui relève aussi du langage : partir de nos besoins pour arriver plus haut, partir du haut pour redescendre à nos besoins. Faire comprendre que si l'on a besoin de quelque-chose il faut se le ré-approprier. C'est ainsi que des choses aussi banales qu'une salle de lecture peuvent donner lieu à un sujet conflictuel qui agit dans l'université.

**Est-ce que vous voyez aussi cet espace aussi comme un outil de lutte pour des questions plus liées à la vie académique ?**

B. Disons qu'après le mouvement étudiant de 2011 - un mouvement qui a d'ailleurs échoué - il y avait une vraie défiance vis-à-vis de la « politique » à l'université, des pratiques d'auto-organisation, etc. Il nous a donc semblé plus aisé de nous insérer dans le corps étudiant à travers un espace physique. Il est plus simple de se sentir comme faisant partie d'un espace plutôt que d'un projet politique ! Par ailleurs, créer des espaces d'autodétermination des étudiantes, ça fait peur aux hautes sphères de l'université. On l'a vu ces derniers mois, il y a de « l'intérêt » p a s

seulement de la part des étudiantes...

**Une dernière chose sur l'université en général : être contre ou dans l'université ?**

F. L'université demeure aujourd'hui le dernier espace public « de masse » qui est traversé tous les jours par des milliers de personnes qui se reconnaissent dans l'étiquette d'étudiantes. Si avant il y avait l'usine, aujourd'hui il y a l'université qui est un des derniers lieux dans lequel il y a une masse potentiellement dangereuse lorsqu'elle s'agrège. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que ça fait 20 ans que ce genre d'espace subit de nombreuses attaques : vidage du sens et du contenu de la formation, numerus clausus, coupes budgétaires etc. Ceci démontre la centralité de la question de l'université. Voilà pourquoi, pour nous, il est impossible de nier la nécessité d'une intervention au sein des universités.

Dans un monde de travail flexible et précaire, chacun a ses lieux de travail et ses horaires, et au mieux tu rencontres tes amies au bar. En plus, avec des contrats instables et un fort taux de chômage, tu subis bien d'avantage le chantage au travail qu'à l'université. Disons qu'à l'université il y a encore des gens qui ont les mêmes besoins et nécessités et qui se retrouvent au même endroit.

B. Après, il y a un vrai changement au niveau de la composition de la masse étudiante car l'université devient de plus en plus élitiste. C'est pour cela aussi qu'il faut partir des besoins matériels des étudiantes, comme le logement, pour que l'université continue à être un foyer de conflit.



# LE SUPER JEU

## Scission

Trace les 14 mots dans la grille.  
Les mots peuvent être lu à l'envers  
et à l'endroit, en diagonale, de  
haut en bas et de bas en haut.  
Bonne chance !

m	t	h	g	n	o	i	t	u	l	o	s	g	c	d
d	a	d	m	i	n	i	s	t	r	a	t	i	f	u
x	r	r	a	n	k	i	n	g	f	k	w	r	t	j
s	o	m	c	t	n	e	m	g	a	n	a	m	j	k
u	t	v	f	h	x	h	e	o	c	p	i	h	k	c
s	c	f	v	t	a	v	q	u	u	l	n	g	m	y
s	e	e	m	h	q	n	k	z	l	j	c	f	l	v
e	r	l	e	m	w	a	d	g	t	h	o	e	m	t
c	q	h	t	h	e	s	k	i	e	v	m	w	n	t
o	s	v	e	h	r	d	o	j	s	f	p	q	b	e
r	u	n	i	g	e	t	d	n	c	a	e	y	v	n
p	a	f	c	f	t	m	s	h	t	r	t	f	n	t
d	t	r	o	o	z	t	a	f	a	d	e	i	a	i
r	g	w	s	t	n	o	g	c	d	s	n	x	o	o
c	b	i	h	g	s		v	g	j	a	c	s	x	n
f	r	u	n	i	v	e	r	s	i	t	e	l	h	g



## AGENDA DE LA RENTRÉE

### Séance d'infos pour les étudiant-e-s étrangères

Mardi 23 septembre 18h15  
MR 1193 (UniMail)

### Portes ouvertes des locaux et BOUM de la rentrée !

Jeudi 25 septembre dès 18h15  
au Nadir / bureau CUAE  
102 bd Carl-Vogt

### Assemblée générale CUAE

Mercredi 29 octobre 18h15  
MR 070 (UniMail)

## A propos de la CUAE

Sous le sigle CUAE se cache la Conférence Universitaire des Associations d'ÉtudiantEs, association faîtière et syndicat des étudiantes de l'UNIGE, et leur porte-parole auprès des autorités universitaires et politiques.

La CUAE a pour but de défendre les intérêts des étudiantes tout en offrant un

certain nombre de services. Dans ce sens, elle fonctionne comme un syndicat et adopte la ligne et l'opinion de la majorité des gens qui s'y engagent. La CUAE est politiquement indépendante. Ses structures sont démocratiques et elle est ouverte à toute étudiante, et à toute association étudiante de l'Université dont les statuts

sont compatibles avec les siens.

## Contacts

102 bd Carl-Vogt (UniMail)

1205 Genève

tél. 022 379 87 97

[cuae@unige.ch](mailto:cuae@unige.ch)